

Procédure de consultation concernant la modification de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers

Expéditeur		Globa	al Leg	al Entity Identifier Foundation (GLEIF)							
Adresse électronique		Adres	sse éle	ectronique							
Date de la prise de position		11.10.2024									
	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions						
Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)											
Généralités											
Acceptez-vous la modification											
de la LIMF (AP-LIMF) dans son											
ensemble ?											
Concernant les différents thèmes											
Dispositions générales concernant	les i	nfras	tructu	ures des marchés financiers (sans les dispositions relat	ives aux manipulations du marché, art. 2 ss)						
ricoopie roue dance roncombie											
les modifications proposées											
dans le domaine des infrastruc-											
tures des marchés financiers ?											
Acceptez-vous la modification											
de la définition de « cotation »											
(art. 2, let. f, AP-LIMF) ?	_										
tions des dispositions relatives											
aux conditions générales d'oc-											

	oni	avec réserves	non	Remarques	Propositions
troi de l'autorisation et aux obligations applicables à des infrastructures des marchés financiers (art. 4, 15, 16, 18 <i>a</i> et 18 <i>b</i> AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifications des dispositions relatives aux exigences particulières pour les infrastructures des marchés financiers d'importance systémique (art. 22 à 24b AP-LIMF)?					
Acceptez-vous les modifications des dispositions relatives aux plates-formes de négociation, aux systèmes organisés de négociation et aux bourses de l'électricité (art. 36, 41, 43 et 44 AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifications des dispositions relatives aux contreparties centrales (art. 53 AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifications des dispositions relatives aux dépositaires centraux (art. 61 et 68 AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifica- tions des dispositions relatives aux systèmes de négociation					

	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions
fondés sur la TRD (art. 73a, 73d, 73e et 73f AP-LIMF)? Acceptez-vous les modifications des dispositions relatives aux référentiels centraux (art. 78 AP-LIMF)?					
Acceptez-vous les modifica- tions des dispositions relatives aux systèmes de paiement (art. 82 à 82e AP-LIMF)?					
Pensez-vous qu'une réglemen- tation des services de paiement étrangers opérant en Suisse soit nécessaire et, si oui, pour- quoi ?					
Si vous avez répondu à la question précédente par l'affirmative, veuillez répondre aux questions ci-après : • Quel devrait être le but de					
 cette réglementation ? Quel devrait être le champ d'application de cette régle- mentation ? Sous quelle forme cette ré- 					
glementation devrait-elle être mise en œuvre ? Acceptez-vous les modifica- tions des dispositions relatives					

	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions
à la surveillance des infrastruc- tures des marchés financiers (art. 84a, 86, 87 et 87a AP- LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifica- tions des dispositions relevant du droit de l'insolvabilité (art. 88, 88a et 89 AP-LIMF) ?					
Avez-vous des remarques sur les autres dispositions relatives aux infrastructures des marchés financiers ?					
Marché des dérivés (art. 93 ss)					
Acceptez-vous dans l'ensemble les modifications proposées dans le domaine du marché des dérivés ?					
Acceptez-vous les modifications des dispositions générales (art. 93, 94a, 95 et 95a APLIMF)?					
Acceptez-vous les modifications des dispositions relatives à l'obligation de compenser (art. 97, 98, 99 et 102 AP-LIMF) ?					
Avez-vous des remarques sur d'autres dispositions relatives au marché des dérivés ?				La Global Legal Entity Identifier Foundation (GLEIF) sa- lue l'intention du Conseil fédéral suisse d'aligner le cadre existant sur les normes internationales, en particulier en matière d'identification.	

oni	avec réserves	non	Remarques	Propositions
			Comme indiqué dans le document explicatif, cette initiative inclurait en effet la divulgation de l'identifiant d'entité juridique (LEI) dans le contexte des transactions sur les produits dérivés.	
			Le LEI, régulé par le standard ISO 17442, et son équiva- lent numérique, le « LEI vérifiable » (vLEI), sont des ré- férences mondialement reconnues et interopérables d'identification.	
			Ainsi, le LEI permet une vérification efficace, transparente et précise de tous les partis impliqués dans des transactions financières internationales.	
			Le LEI permet aussi une authentification immédiate des contreparties sans créer d'obstacles supplémentaires pour les entreprises, car lié à des informations d'identité essentielles (nom, adresse, statut opérationnel) et interopérables entre les systèmes d'informations.	
			Comme le souligne à juste titre le rapport explicatif, des outils internationaux comme LEI peuvent donc faciliter la surveillance du marché et l'atténuation des risques en fournissant un moyen efficace de savoir « qui est qui » et « qui possède qui » dans le système suisse des produits dérivés.	
			La GLEIF reste disponible afin de fournir soutien et as- sistance technique supplémentaires afin de s'assurer que le LEI puisse être exploité de la manière la plus effi- cace possible, ceci au bénéfice des entreprises et des superviseurs.	

	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions
Droit sur la publicité des participa	ations	(art.	120 ss		
Acceptez-vous dans l'ensemble les modifications proposées dans le domaine du droit sur la publicité des participations ?					
Acceptez-vous la suppression du seuil de déclaration de 3 % (art. 120 AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous la nouvelle obli- gation de désigner un domicile de notification (art. 122 AP- LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifications concernant l'architecture de surveillance (art. 124 <i>a</i> , 124 <i>b</i> et 124 <i>d</i> AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous la limitation de la punissabilité en cas de viola- tion de l'obligation de déclarer (art. 151 AP-LIMF) ?					
Avez-vous des remarques con- cernant d'autres dispositions dans le domaine du droit sur la publicité des participations?					
Droit des offres publiques d'acqu	isitior	ı (art.	125 s	s)	
Acceptez-vous dans l'ensemble les modifications proposées dans le domaine du droit des offres publiques d'acquisition?					

	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions
Acceptez-vous la clarification du rapport entre l'obligation de déclarer visée à l'art. 120 et l'obligation de déclarer visée à l'art. 134 (art. 134a AP-LIMF) ?					
Avez-vous des remarques concernant d'autres dispositions relatives au droit des offres publiques d'acquisition ? abus de marché (art. 28 à 32, 37a	<u> </u>	1/2 à	1462	 1/9a 15/ ot 155)	
Acceptez-vous dans l'ensemble les modifications des dispositions relatives aux abus de marché ?	a 39,				
Acceptez-vous la règle selon laquelle les informations permettant d'identifier l'ayant droit économique doivent être fournies lors de la saisie des ordres dans le carnet d'ordres (art. 28, al. 2, AP-LIMF)? Préféreriez-vous que les informations à fournir ne concer-					
nent plus <i>l'ayant droit écono-</i> mique, mais le donneur d'ordre? Acceptez-vous les dispositions relatives au développement de					

		S			
	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions
la surveillance de la négocia- tion (art. 28, al. 3, art. 31, 32 et 39, al. 5, AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les dispositions relatives à la tenue de listes des initiés (art. 37a AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les dispositions relatives à la publication et à la déclaration d'informations d'initiés (art. 37 <i>b</i> AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les dispositions relatives à la déclaration et à la publication des transactions du management (art. 37c AP-LIMF)?					
Acceptez-vous les dispositions relatives au <i>trade report</i> (art. 29, al. 2 ^{bis} , AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les modifica- tions des dispositions relatives à l'obligation de déclarer des participants (art. 39 AP-LIMF) ?					
Acceptez-vous les précisions apportées aux dispositions relatives aux opérations d'initiés et aux manipulations du marché (art. 142 et 143 AP-LIMF)?					
Acceptez-vous les dispositions relatives à la surveillance et à la communication de soupçons (art. 143a AP-LIMF)?					

		erves				
	. <u>.</u>	avec réserves	Ē	Remarques	Propositions	
	oui		non			
Acceptez-vous la disposition pénale relative à la violation de l'obligation de tenir une liste des initiés et de l'obligation de déclarer et de publier les informations d'initiés et les transactions du management ? (art. 149a AP-LIMF)?						
Acceptez-vous la modification de la norme pénale sur les opé- rations d'initiés (art. 154 AP- LIMF) ?						
Acceptez-vous la modification des éléments constitutifs des manipulations du marché et des cours (art. 155 AP-LIMF) ?						
Avez-vous des remarques con- cernant d'autres dispositions sur les manipulations du mar- ché ?						
Code de procédure pénale (CPP)						
Acceptez-vous l'art. 286, al 2, let. m, proposé ?						
Loi sur les services financiers (LSFin)						
Acceptez-vous l'art. 67 <i>a</i> (analyse financière) proposé ?						
Loi sur la banque nationale (LBN)						
Acceptez-vous la modification proposée de l'art. 19 ?						

	oui	avec réserves	non	Remarques	Propositions
Acceptez-vous l'art. 20a proposé ?					
Loi sur les banques (LB)					
Acceptez-vous l'art. 30a, al. 6, proposé ?					
Loi fédérale sur les établisse- ments financiers (LEFin)					
Acceptez-vous la modification proposée de l'art. 50 ?					
Acceptez-vous la modification proposée de l'art. 51 ?					
Loi fédérale sur les titres inter- médiés (LTI)					
Acceptez-vous la modification proposée de l'art. 20, al. 2 ?					